



Solidaires, Unitaires et Démocratiques dans le Groupe BPCE
Section syndicale Caisse d'Épargne Ile-de-France
24 bd de l'Hôpital 75005 Paris
01 70 23 53 40 ou 01 44 76 09 77
Fax : 01 40 26 49 13
Site : www.sudbpce.com
Email : sudceidf@orange.fr



SUD BPCE



tous ensemble !

Infos CE Extraordinaires des 9 et 16 février 2016

Du rififi aux CRC ?

Dès le 1^{er} juillet, les CRC de Saint Germain et Evry ouvriraient jusqu'à 20h et 18 H le samedi. Ce n'est pas encore le LCL où on rêve que son banquier est en train de dîner avec sa femme et ses enfants, on l'appelle et là au bout du fil, il y a un conseiller qui prend le relais en pleine soirée pour vous aider. Ce sera encore la CEIDF mais pour combien de temps encore ?

Un mécontentement général

On pensait que nos collègues du CRC de Saint Germain qui travaillent déjà jusqu'à 20 h ou 18 h le samedi, ne trouveraient trop rien à redire au projet. Or ses instigateurs ont réussi un tour de force et en supprimant plus de 20 grilles horaires, ils mécontentent tout le monde, planifient froidement la dégradation des conditions de vie de la quasi-totalité de 90 téléconseillers qui - même lorsqu'ils n'ont pas d'enfants - ont une vie privée, des activités sportives, sociales, des amis. Une vie quoi.

Sur Evry, la mesquinerie se joint à l'attaque. Le parking gratuit de l'ancien siège d'Evry au Bras de fer, c'est terminé avec le transfert des locaux à Evry Courcouronnes et le refus de prendre en charge les frais de stationnement occasionnés. Seuls 50% pendant 2 ans seraient concédés du bout des lèvres. En plus des inéluctables frais de garde des enfants occasionnés par l'allongement des horaires de travail. Nos collègues paieront pour travailler.

Combien parmi les actuels téléconseillers pourront, devront accepter ces propositions aujourd'hui inacceptables ? Combien devront quitter les CRC et s'orienter vers le réseau ? Sous quelles conditions ? Avec quelles garanties ?

Se greffent les inévitables exigences d'accroissement de productivité commerciale, la diminution du temps administratif, les ventes en appel sortant qui ne feront qu'ajouter du stress au stress d'une activité de téléconseiller ultra minutée, ultra surveillée voire espionnée. Alors que leurs résultats ont doublé en 3 ans passant de 25 500 en 2012 à 50 000 ventes en 2015, rien, absolument rien de tangible autre qu'une farouche volonté d'en finir avec des horaires différenciés sur les deux sites, ne vient étayer le dossier. Rien, même pas un accroissement exponentiel des ventes sur 2016-2017 puisque de 50 000 réalisées en 2015 elles devraient n'atteindre « que » 53 000 à horizon 2017.

Voilà résumé le projet concocté par le réseau et la direction de la Banque à distance sous couvert d'une prétendue demande vigoureuse de nos clients de pouvoir être joints ou de nous joindre jusqu'à 20h. Or, entre 19 h et 20 h, l'activité est quasi nulle au CRC. De mauvaises langues avancent que - la vengeance étant un plat qui se mange froid - M. Claude verrait là un moyen de « châtier » les grévistes de 2008 qui, par leur mobilisation, avaient fait capoter un projet similaire initié par lui. Persifflage sans aucun doute...

Le réseau commercial est lui aussi impacté

Le réseau commercial est impacté par le développement de la vente à distance (VAD). En 2015 le réseau a réalisé 69 000 ventes à distance (OVAD, Internet) après une très forte campagne liée à la baisse du taux des PEL (15 000 ventes à distances conclues à cette occasion). Plus de 150 000 sont attendues à horizon 2017. La marche est haute. Attendons-nous à de nouvelles campagnes poussant à la VAD à tout crin, avec leurs lots d'objectifs, de réprimandes et autres coups de semonce.

A moyen terme, il y a un risque sur le réseau d'agences physiques. En effet, malgré des taxes et impôts en continuelle augmentation et des réglementations toujours plus contraignantes, le développement de la VAD lié à une volonté farouche du directoire de baisser toujours plus bas le coefficient d'exploitation provoquera la fermeture de nombre d'agences.

Enfin, l'accueil téléphonique centralisé (ATC) assuré aujourd'hui par les CRC pour le compte de 43 agences de catégorie A et B est supprimé pour 13 d'entre-elles qui devront reprendre les 10 000 à 15 000 appels annuels tout en poursuivant une activité commerciale « normale ».

Le CE devrait remettre son avis le 3 mai. La pertinence du projet n'a toujours pas été démontrée. De plus, le DRHS refuse d'entendre les propositions d'amélioration/modifications proposées par les élus à la demande des salariés. Il va pourtant falloir qu'il les étudie attentivement avant que les CRC n'entrent dans la tourmente.

Le 19 février 2016 / Les élus **Sud-Solidaires** au Comité d'entreprise

N° 2/2016

François Baron - Pierre Bouvier - Christine Deldicque - Martine Desaulles - Jean-Philippe De Sousa
Michèle Di Cicco - Catherine Jousset - Bettina Larry - Manuelle Marchand - Françoise Quelen - Frédéric Roy